

REPONSE DE NICOLAS DUPONT-AIGNAN

au questionnaire de HUMAN RIGHTS WATCH

1) Je ne suis pas favorable à un système obligeant la police à remettre une attestation écrite pour chaque contrôle d'identité. Le travail de la police est déjà assez compliqué pour ne pas l'entraver davantage. Par ailleurs, je ne pense pas que ce système permette d'améliorer les relations entre les jeunes et la police.

2) Je pense que nous n'avons pas besoin de signer cette Convention pour faire reculer les violences contre les femmes. Dans ma ville, j'ai d'ailleurs fait beaucoup et je pense que ce combat est avant tout une question de volonté et d'action politiques, davantage que de chartes ou de pétitions de principe.

3) Je défends une remise en cause de l'espace Schengen afin justement de contrôler nos frontières et de limiter l'immigration légale et illégale. Je refuse la libre circulation totale et la libre installation car la France ne peut pas accueillir toutes les populations. Cette vue de l'esprit, qui provoquerait des troubles très graves à l'ordre public, relève à mon sens d'une fausse générosité, qui néglige le besoin impérieux pour nombre d'immigrés présents sur notre sol et pour leurs enfants, pour la plupart de nationalité française, d'être en mesure de s'assimiler à la Nation. Par ailleurs, je pense que l'attitude actuelle de la Roumanie et de la Bulgarie est totalement inacceptable en empochant les financements européens destinés aux Roms qui ne sont pas du tout utilisés à cette fin.

4) La question syrienne dépasse de très loin la problématique diplomatique consistant à exercer une pression sur la Chine et la Russie, afin que ces pays donnent leur autorisation pour une intervention extérieure. Après l'épisode libyen où nous avons été plus loin que la résolution de l'ONU, la Chine et la Russie ne veulent tomber dans le même piège. Alors bien sûr, je suis partisan d'arriver à un règlement le plus rapide de ce conflit. Mais nous devons aussi rétablir de meilleures relations avec la Chine et surtout la Russie pour qu'un tel blocage ne se reproduise pas. Cela passe par l'abandon du bouclier antimissile américain et surtout par la fin de la stratégie d'extension de l'OTAN. Bien entendu, je rencontrerai les organisations humanitaires à condition que ces rencontres ne deviennent pas des tribunes politiques qui mènent à une ingérence contre-productive.

5) J'estime que la question afghane doit être traitée au plus vite. Je suis partisan d'un retrait immédiat de nos forces de cette guerre qui n'a jamais été la nôtre (après le démantèlement des camps d'entraînement) et sur laquelle nous n'avons eu aucune influence stratégique. La construction du futur Etat afghan doit continuer mais sous l'égide des Nations-Unies, en aucun cas sous celle des Etats-Unis et de leurs alliés, car la guerre approfondit vainement le problème et éloigne de toute solution durable. Quant à la question de la condition des femmes dans ce pays, elle est incluse plus largement dans celles de sa stabilisation politique.

6) Je pense que ces questions sont très délicates mais en effet, la justice doit passer et il est important d'envoyer un message clair et ferme. Ceux qui ont commis des crimes graves doivent être jugés.

7) Si je suis élu, je demanderai à la Chine la libération de Lui Xiaobo ainsi que de revoir sa politique envers les autres signataires de la Charte 08. Je pense que la question des droits de l'homme doit être plus présente dans nos relations avec la Chine, qui ne saurait commercer avec l'Occident sans s'astreindre à un certain nombre de standards, économiques, sociaux, environnementaux et bien sûr politiques.

8) La question russe est très complexe et je me refuse à faire de l'ingérence dans les affaires de pays souverain. Ceci dit, je porterai en Russie comme ailleurs un message de respect et de défense des droits de l'homme, qui s'applique bien entendu aux républiques du Caucase du Nord, autant d'ailleurs qu'à la Géorgie.

9) De la même manière que pour la Russie, je refuse l'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays. La question de Guantanamo doit être résolue et je note que le président Obama n'a pas tenu ses promesses sur ce sujet. Par ailleurs, je pense que la CPI et le statut de Rome ont été établis dans ce but et ce n'est pas à la France à s'ériger en justicier universel.

10) Les pays qui continuent de pénaliser l'homosexualité, parfois au moyen de la peine de mort, doivent être dénoncés et je les dénoncerai même si cela n'aura pas d'impact réel. Plutôt que de faire des actions symboliques, je pense qu'il faut que le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU agisse sur ce point afin que chaque pays mette fin à ces pratiques.